



Les gauches arabes, orphelines de révolution

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Les gauches arabes, orphelines de révolution. Moyen-Orient, Areion Group, 2016. <halshs-01272224>

HAL Id: halshs-01272224

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01272224>

Submitted on 10 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Dot-Pouillard

Chercheur au sein du programme When Authoritarianism fails in the Arab World (WAFAW - European Research Council), chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO).

Les gauches arabes, orphelines de révolution

À l'instar de l'Europe occidentale ou de l'Amérique latine, la « gauches arabe » est plurielle. Si elle est peu visible sur des scènes politiques dominées par les formations à dominante confessionnelle, elle s'est illustrée dans les révolutions de 2011. Certains de ses sympathisants participent à la guerre civile en Syrie à travers la Garde nationaliste arabe, milice combattant aux côtés du Baas de Bachar al-Assad. Ainsi, en 2015, cette gauche arabe, à quelques rares exceptions, se revendique surtout d'un héritage anti-impérialiste. Et face à l'islam politique, la question démocratique n'est plus sa priorité.

La Garde nationaliste arabe est un cas d'école : ses références sont autant nassériennes que gauchisantes. Ses quelques centaines de combattants, majoritairement regroupés autour de Damas, sont des supplétifs de l'armée gouvernementale syrienne. Les noms attribués à ses quatre brigades réactivent un imaginaire tiers-mondiste : Wadie Haddad, Mohamed Brahimi, Jules Jammal et Haidar al-Amali. Elles rendent hommage à des figures phares des gauches arabes. Le Palestinien Wadie Haddad (1927-1978), décédé en République démocratique d'Allemagne, fut l'un des principaux fondateurs du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), organisation à lisière du marxisme-léninisme, du panarabisme et du nationalisme palestinien. Le Tunisien Mohamed Brahimi (1955-2013) dirigeait le Courant populaire, petite formation nassérienne membre du Front populaire, rassemblement de la gauche radicale tunisienne, avant d'être assassiné. Le Syrien Jules Jammal (1932-1956) était un officier syrien qui coula un navire français lors de la crise de Suez en 1956. Enfin, Haidar al-Amali (1949-2007) était un penseur nationaliste arabe libanais blessé en juillet 2006, lors des bombardements israéliens sur le Liban.

L'histoire de cette Garde nationaliste arabe, agrégeant des références marxistes et nassériennes, en passant par l'héritage prégnant du Mouvement des nationalistes arabes (1), dont elles se réclament, pourrait certes amener l'observateur néophyte à une simple conclusion. Des soulèvements arabes de 2011 à la guerre syrienne, la galaxie des gauches arabes demeure marquée d'un triple sceau : une opposition radicale à l'islam politique, dans sa variante sunnite plus particulièrement, un tiers-mondisme opposant le monde arabe à un Occident honni, le tout mâtiné d'une sympathie moins que cachée pour certains régimes autoritaires se prévalant encore de la lutte contre l'impérialisme. Cette lecture n'est pas loin d'une certaine vérité. Cependant, il faut également affronter ce paradoxe : alors que les gauches arabes s'orientent dans une lecture de la crise syrienne favorisant les positions de Damas, de la Russie, ou, également, de l'Iran et du Hezbollah libanais, nombres de ses activistes ont également été parties prenantes, en 2011, des soulèvements populaires contre l'autoritarisme.

Communisme et nationalisme arabes

On peut distinguer quatre grandes écoles au sein de la gauche arabe. La première, le communisme arabe d'inspiration moscovite, celui des formations autrefois attachées à la Troisième internationale, a subi de plein fouet, au début des années 1990, la chute d'un bloc soviétique pourvoyeur de soutien financier. Ce communisme arabe survit pourtant. Au Moyen-Orient, c'est le Parti communiste libanais (PCL) qui en est le principal représentant. Certes affaibli par des années d'érosion militante, il n'en a pas moins prouvé, par deux fois,

qu'il garde encore de petites bases populaires, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth ou dans certains villages de la Bekaa, à l'est, ou au Sud-Liban. En juillet et août 2006, le PCL mobilise ses partisans contre les troupes israéliennes ; à l'été 2015, sa militance armée se traduit encore par la présence, sur les frontières syro-libanaises, de quelques dizaines de ses membres dans le cadre de la guerre contre les membres de l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) et de Jabhat al-Nousra. Dans les Territoires palestiniens, l'héritier de l'ancien Parti communiste, le Parti populaire palestinien (PPP), survit difficilement : gardant des représentants au sein du Conseil national palestinien de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), hésitant souvent entre une dénonciation des politiques de l'Autorité palestinienne et une intégration ponctuelle dans ses appareils gouvernementaux, le PPP a préservé sa crédibilité, au cours des années 1990 et 2000, en s'investissant dans le travail associatif et syndical : défense des droits des paysans, participation aux comités populaires de villages luttant contre la construction du mur de séparation israélien.

Ce communisme autrefois philo-soviétique, cependant, est concurrencé par une deuxième école : la gauche radicale d'inspiration nationaliste arabe, qui, dans certains espaces, domine encore le champ. Dans les Territoires palestiniens, tout comme dans les camps de réfugiés de la diaspora, c'est encore le FPLP qui, à gauche, est prévalant. À l'été 2014, il a prouvé, dans la bande de Gaza, que ses capacités militaires – tirs de roquettes, coordination avec le Hamas et le Mouvement du Djihad islamique en Palestine – étaient bien réelles. Il s'appuie sur un fort tissu associatif. Les élections législatives, municipales et estudiantines palestiniennes lui donnent en général la troisième place. Sa rhétorique nationaliste, tout comme son positionnement à équidistance du Fatah et du Hamas, sont gages de sa crédibilité et lui assurent encore une certaine reconnaissance populaire, y compris chez les plus religieux.

Ce lien entre gauche et nationalisme arabe est également prégnant en Égypte et en Tunisie. La candidature de Hamdine Sabahi aux élections présidentielles égyptiennes de 2012 et de 2014 a pu réunir nassériens du Parti de la dignité (Karama) et membres de l'Alliance populaire socialiste. Le Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution révèle aussi le tropisme nationaliste arabe d'une certaine gauche tunisienne : le Parti des patriotes démocrates unifiés (Watad) et le Parti des travailleurs descendent certes d'une extrême gauche tunisienne inspirée de l'expérience maoïste, voire albanaise (2), mais ils sont aujourd'hui les alliés des baasistes tunisiens – notamment de l'Avant-garde (Talia), se revendiquant du Baas irakien. Tous ont une lecture partagée de la période ouverte par les soulèvements arabes de 2011 : tropisme révolutionnaire au moment de la chute de Zine el-Abidine ben Ali (1987-2011), investissement syndical dans l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), hostilité aux islamistes d'Ennahdha – induisant, au fur et à mesure des années, une crainte générale de l'islam politique, du Qatar et de l'Arabie saoudite, et une défense, *in fine*, des intérêts du régime syrien.

Sociaux-démocrates et trotskystes, minoritaires

Troisième école des gauches arabes encore vivante : la social-démocratie. C'est un courant minoritaire. Au Moyen-Orient, il est groupusculaire en-dehors de deux formations : le Parti socialiste progressiste au Liban et le Fatah palestinien, tous deux membres de l'Internationale socialiste, qui n'ont certes pas de grands liens idéologiques avec les débats traversant la gauche sociale-démocrate en général. Cette social-démocratie est d'abord maghrébine. Au Maroc, l'Union socialiste des forces populaires reste correctement installée dans le champ politique. En Tunisie, le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL ou Ettakatol) se revendique d'un héritage sociale-démocrate, celui du Mouvement des démocrates socialistes d'Ahmed Mestiri (3). Cette social-démocratie tunisienne, comparativement à l'extrême-gauche et aux nationalistes arabes, est loin d'être anti-islamiste :

de 2012 à 2014, le FDTL participe à un gouvernement d'union aux-côtés d'Ennahdha et du Congrès pour la République du président Moncef Marzouki (2011-2014).

Quatrième et dernière école : le trotskysme arabe. Il est minoritaire, lui-aussi. Son histoire n'est pas si jeune – il fait parler de lui dans le Liban des années 1970 et dans la Tunisie de la décennie 1980. Mais il a quelque peu profité des révoltes arabes en rajeunissant ses rangs. Fait marquant : depuis 2011, c'est un courant qui a pris parti pour le soulèvement syrien et pour le renversement de Bachar al-Assad. Le Forum socialiste libanais, tout comme la Gauche révolutionnaire en Syrie, dont les militants peuvent être affiliés à la Quatrième internationale ou à l'International Socialist Tendency (4), mènent encore campagne, en 2015, pour une chute sans condition du régime syrien. Leur slogan central – « Ni Bachar, ni Daech » – s'accompagne d'une opposition farouche aux bombardements russes, américains et français dans la région. Une position partagée par les différents groupes trotskystes du Maghreb et du Machrek : Socialistes révolutionnaires égyptiens, Ligue de la gauche ouvrière tunisienne, le Militant (Mounadil) au Maroc.

D'un Parti communiste libanais faisant d'Israël et de l'EI ses principaux adversaires à une social-démocratie tunisienne s'alliant à Ennahdha, en passant par une gauche trotskyste rejetant tout à la fois les islamistes et les régimes autoritaires postcoloniaux, la gauche arabe est éclatée et en panne de projet stratégique. Chaque école a ses « ennemis principaux » : l'Occident et les régimes du Golfe dans un cas, le paradigme autoritaire dans l'autre. Pourtant, ces gauches se sont bien retrouvées, en 2011, du même côté de la barricade.

Une gauche au tropisme autoritaire ?

Les soulèvements arabes auguraient, à leurs débuts, d'une dynamique unitaire : face aux pharaons tunisien et égyptien, les différences entre islamistes et mouvements de gauche semblaient partiellement gommées, au nom d'une commune lutte contre l'autoritarisme. Le Parti des ouvriers communistes de Tunisie fondait en février 2011, aux côtés d'Ennahdha, un Comité de protection de la révolution demandant la démission du Premier ministre d'alors, Mohamed Ghannouchi (1999-2011). L'alliance n'était pas nouvelle : la coalition d'octobre 2005 traçait, six ans auparavant, les contours d'une improbable rencontre entre islamistes et militants de gauche autour de la seule question démocratique. Les maoïstes marocains de la Voie démocratique perçoivent encore en 2011 les islamistes de Justice et spiritualité (5) comme de sincères partenaires, pour fonder avec eux le Mouvement du 20 février, réclamant une nouvelle Constitution démocratique.

En Égypte, de jeunes membres des Frères musulmans ont bien participé aux premières manifestations de l'hiver 2011 contre Hosni Moubarak (1981-2011) aux-côtés de communistes et de militants « socialistes révolutionnaires ». Lors des premières élections pour une Assemblée du peuple, de novembre 2011 à janvier 2012, les nassériens de Karama montent une coalition démocratique avec la branche politique des Frères musulmans, le Parti de la liberté et de la justice.

Quatre ans plus tard, cet unanimisme démocratique est mis de côté. L'idéologie est revenue en force, et la gauche regarde souvent les islamistes en chien de faïence. Le Front populaire tunisien, qui réunit la gauche radicale et les nationalistes arabes, a formé un Front de salut national (FSN) avec Nidaa Tounes, parti représentatif d'une certaine nostalgie bourguibiste, suite à l'assassinat de Choukri Belaid, leader du Parti des patriotes unifiés, et de Mohamed Brahimi, en février et juillet 2013. Hamdine Sabahi, candidat heureux de la gauche nassérienne aux élections présidentielles égyptiennes de 2012 – il est arrivée en troisième position à la surprise générale avec 20,7% des voix –, soutient à l'été 2013 le coup d'État d'Abdel Fattah al-Sissi contre Mohamed Morsi (2012-2013), issu des Frères musulmans. Qu'ils soient Tunisiens ou Égyptiens, ces derniers suspectent les gauches arabes d'un tropisme autoritaire qui ne dirait pas son nom.

Des quatre écoles des gauches arabes, les sociaux-démocrates du Ettakatol tunisien, tout comme les trotskystes libanais, syriens ou égyptiens, font maintenant exception, et ne sont pas à l'unisson de gauches arabes faisant leurs cette trinité stratégique : la peur de l'islam politique, la dénonciation des politiques extérieures des régimes du Golfe, suspectés de vouloir confisquer les processus révolutionnaires à leurs profits, le tout conjugué à une certaine nostalgie des années 1960 et 1970. Mais dans les expériences nassériennes, baathistes ou socialistes de l'époque, c'est n'est pas la caractéristique autoritaire que les gauches arabes d'aujourd'hui retiennent au premier chef : c'est bien celui d'un certain ordre du monde, tout à la fois anticolonial et développementaliste.

Le nœud syrien et l'islam politique

Les épisodes successifs de la crise syrienne témoignent de ce raidissement politique et idéologique : en 2011, les gauches arabes voient encore dans les jeunes insurgés syriens les continuateurs des révolutions égyptienne ou tunisienne. En 2015, ce sont la nature des groupes armés en Syrie et leur parrainage qatari ou turque qui sont d'abord retenus. Même critiquable, le régime syrien deviendrait alors la dernière ligne de front, existentielle, d'un combat inhérent à l'histoire du monde arabe : celui opposant des régimes préservant leur indépendance et leur modèle étatique endogène face à un Occident allié d'Israël, voulant imposer un modèle démocratique normatif, sous tutelle. L'intervention russe de l'automne 2015, dans ce cadre, ne peut être lue par les gauches arabes sous le sceau de l'impérialisme, et ne saurait être comparée à celles de la France ou des États-Unis : elle ne ferait que reproduire, selon elles, un modèle hérité de la guerre froide et une logique des blocs dans laquelle le second, celui animé par la Russie, ne ferait qu'équilibrer les rapports de force mondiaux.

Il est cependant un paradoxe flagrant : alors que l'islam politique est unanimement dénoncé par les gauches arabes, ces dernières applaudissent cependant la position de l'Iran et du Hezbollah libanais, notamment concernant le dossier syrien. Les raisons sont multiples. Pragmatique, Téhéran a su préserver des lignes d'alliances transcendant toute idéologie : ainsi d'un soutien politique et financier courant du Hamas au FPLP, voire même à certains segments du Fatah. Il en va de même d'un Hezbollah qui, au cours des années 2000, s'évertua à faire libérer des prisonniers du Parti communiste libanais détenus par les Israéliens. Il y a l'islamisme des uns et l'islamisme des autres : nul doute qu'au regard des gauches arabes, les islamistes chiites, en général, ont su, en réactivant le paradigme tiers-mondiste et anti-impérialiste, et en s'érigeant en protecteurs des minorités nationales au Moyen-Orient, s'attirer la sympathie mesurée de nombres de « laïcs ».

La fracture entre les islamistes sunnites, le plus souvent ceux issus des Frères musulmans, et les gauches arabes, est, quant à elle, consommée. La Syrie n'y est pas non plus pour rien : le Parti communiste syrien se fait toujours fidèle soutien du régime (6), au sein d'un Front national progressiste l'associant au Baas ; le Parti de la volonté populaire se classe dans l'opposition dite « légale » et entretient des liens prégnants avec Moscou, tandis que les franges de gauche les plus critiques du Baas syrien, depuis 2011, ont pris leurs distances avec toute dynamique de lutte armée – ainsi du Comité de coordination nationale, regroupant le Parti d'action communiste et l'Union socialiste arabe démocratique.

La gestion d'un patrimoine

Les gauches arabes sont orphelines de révolution. Celles de 2011 ont propulsé certaines d'entre elles sur le devant de la scène : mais les dividendes sont relatives. En Tunisie, l'extrême gauche a bien gagné quelques postes dans la direction de la centrale syndicale de l'UGTT, lors du congrès de Tabarka, en décembre 2011. Son candidat aux élections présidentielles de 2014, Hamma Hammami, a été classé troisième avec 7,8% des suffrages, score honorable au vu de la bipolarisation de la vie politique tunisienne. Mais les révoltes

arabes ont d'abord profité aux forces issues de l'islam politique. Les gauches arabes sont à l'unisson d'une époque critique pour les gauches, à une échelle globale : les anciens modèles se sont écroulés, le renouvellement idéologique peine à se faire, l'hégémonie culturelle et politique n'est plus de leurs côtés.

D'où un suivisme de fait : la gauche n'étant plus à l'avant-garde, elle ne peut qu'être en queue de peloton et se laisser tirer par d'autres. Les sociaux-démocrates tunisiens ont choisi de s'allier à des islamistes démocrates et conservateurs ; les gauches plus radicales, dans la région, préfèrent défendre un patrimoine tiers-mondiste, et se rangent derrière des forces qui ne sont pas non plus de gauche : régime syrien, Hezbollah, Iran, Russie. Les régimes d'alliance varient, mais la dynamique reste la même : la gauche n'est plus un acteur historique.

La seule porte de sortie honorable reste alors la question sociale. Au Liban, le PCL et l'Union des jeunes démocratiques libanaises (UJDL) ont été au cœur du mouvement de protestation social de l'été 2015 lors de la « crise des ordures ». Droit à l'eau, à l'électricité, au service public, refus du système confessionnel : les militants du PCL et de l'UJDL, réunis dans un collectif nommé « Nous voulons des comptes », ont pu retrouver dans ce mouvement social d'un type nouveau les accents d'une seconde jeunesse. En Irak, la voie sociale (et syndicale) est encore une planche de salut, des mobilisations de la Fédération irakienne des syndicats du pétrole de Bassora depuis 2003 aux plus récentes manifestations pour le droit à l'électricité et l'accès à l'eau potable d'août 2015. En Tunisie, les politiques néo-libérales d'un gouvernement d'union nationale réunissant le mouvement islamiste Ennahdha et les néo-bourguibistes de Nidaa Tounes permettent – pour combien de temps ? – au Front populaire de se démarquer quelque peu.

La gauche arabe ne sort pas complètement battue d'une histoire régionale dont, depuis le début des années 1990, elle a été en partie expulsée. Certaines de ses organisations constituent encore de petits partis populaires, mais sans réelle prise sur les événements. La gauche fait surtout vivre un patrimoine. Si les narrations révolutionnaires sont du côté de l'islam politique le plus radicalisé, qui se pose bien en modèle de société alternatif, les gauches arabes, en retour, optent paradoxalement pour un certain conservatisme : l'État et l'armée plutôt que les groupes armés, le panarabisme plutôt que le panislamisme, le connu sur l'inconnu. Un choix qui privilégie également un conservatisme sur un autre : en l'occurrence celui de l'Iran, sur celui de l'Arabie saoudite. Pour le moment, à gauche, la « révolution est glacée » (7). **Nicolas**

Dot-Pouillard

NOTES

(1) Le Mouvement des nationalistes arabes a été fondé à Beyrouth à la fin des années 1940 avant de cesser ses activités dans la décennie 1970. L'un de ses principaux dirigeants, Georges Habache (1926-2008), fonda en 1967 le Front populaire pour la libération de la Palestine.

(2) Dans les années 1970 et 1980, le POCT (futur Parti des travailleurs) soutient les positions de l'Albanie d'Enver Hoxha (1941-1985).

(3) Né en 1926, Ahmed Mestiri est un ancien compagnon de Habib Bourguiba (1903-2000) et membre du Néo-Destour tunisien, passé à l'opposition à la fin des années 1970.

(4) Le Secrétariat unifié de la Quatrième internationale et l'International Socialist Tendency sont les deux grands regroupements mondiaux d'inspiration trotskyste. Pour cette raison, les courants trotskystes du Moyen-Orient entretiennent en général des liens d'amitiés avec le Nouveau parti anticapitaliste en France et le Socialist Workers Party au Royaume-Uni.

(5) Justice et spiritualité est une formation islamiste qui boycotte l'ensemble des processus électoraux marocains. Elle s'oppose ainsi aux Frères musulmans et au Parti de la justice et du développement du Premier ministre Abdelilah Benkirane.

(6) Seul le Parti communiste syrien-Bureau politique, de Riyad al-Turk, a rejoint le Conseil national syrien au cours de l'année 2011.

(7) Saint-Just, *Œuvres complètes, Fragments d'institutions républicaines, Troisième fragment*, Gallimard, 2014.